

La Fédération suisse des entreprises séduit en terre romande

Aline Bassin, 23.04.2023

6–8 minutes

Ce lundi, La Fédération suisse des entreprises va afficher à Berne son soutien à la loi sur le climat. C'est l'un des thèmes fétiches de cette nouvelle association faîtière créée en 2019 par deux entrepreneurs alémaniques déçus des relais politiques classiques de l'économie.

L'an dernier, elle s'est décidée à franchir la Sarine. Une décision visiblement avisée. Alors qu'elle ne comptait qu'une trentaine de membres romands en début d'année, elle en recense désormais plus de 400 (sur un millier au total). Au passage, elle a décidé de changer de nom en français: exit ASAM, jugé trop proche d'USAM (Union suisse des arts et métiers); place à FSE pour Fédération suisse des entreprises. Le credo reste le même: donner une voix aux niveaux fédéral et cantonal aux entreprises qu'elle qualifie de progressistes.

Fort essor dans l'Arc lémanique

C'est justement en créant des sections dans les cantons de Genève et de Vaud que la nouvelle venue semble avoir accéléré son essor dans l'Arc lémanique. Parmi ses membres, des petites structures comme des restaurateurs ou des artisans mais aussi de plus gros employeurs tels les librairies Payot ou

le groupe genevois Serbeco, actif dans la collecte et la gestion des déchets.

Cofondateur de l'entreprise Loyco, Christophe Barman n'est pas étranger au développement de l'association. Celui qui en est devenu son coprésident ne fait pas mystère des raisons qui l'ont incité à s'engager: «De nombreuses entreprises ne pensent pas qu'il s'agit de sauver une économie des années 1980, de prôner le néolibéralisme et de chercher à maximiser le profit à tout prix. Ce qui m'a toujours dérangé, c'est que le système actuel de représentation indirecte des entreprises maintient l'idée que l'économie ne parle que d'une seule voix et qu'elle est sur cette même ligne.»

Dans son collimateur, les deux grosses faïtières nationales Economiesuisse et l'USAM. L'entrepreneur n'a par exemple pas digéré le soutien que cette dernière a apporté au référendum contre la loi sur le CO2, rejetée par la population en 2021. Or l'USAM ne compte pas d'entreprises parmi ses membres mais des associations professionnelles et régionales. Sur la base de ce mécanisme indirect, elle se présente comme la porte-parole de quelque 630 000 entreprises helvétiques, les adhérentes de ses propres membres.

Lire aussi: [Les taux des prêts covid augmentent, surprise et résignation dans les entreprises](#)

La FSE entend, elle, proposer un système de démocratie directe. Avant de s'engager dans une campagne politique et de choisir son positionnement, elle consulte ses membres. Ceux-ci ont plébiscité son soutien à la loi sur le climat sur laquelle les citoyens se prononceront le 18 juin.

La nouvelle association vient aussi de lancer une pétition pour dénoncer le taux d'intérêt de 1,5% qui est appliqué aux prêts

covid octroyés il y a 3 ans, s'insurgeant notamment contre la méthode adoptée. Les entreprises n'ont su que quelques jours avant l'échéance, fin mars, que leur dette aurait désormais un coût. Qui plus est une dizaine de jours après le sauvetage de Credit Suisse pour lequel la Confédération s'est engagée.

Remettre l'économie au service de l'humain

Société informatique genevoise bien connue du grand public, Infomaniak a aussi rejoint les rangs de FSE: «En tant qu'entreprise éthique et engagée, nous ne nous sentons absolument pas représentés par la Chambre de commerce et d'industrie genevoise», fait savoir par courriel Boris Siegenthaler, fondateur et directeur stratégique de l'entreprise. Précisant: «La FSE fait plus que de promouvoir le réseautage et de développer des services. Elle prend le temps de consulter ses membres sur ses positions et se soucie réellement de l'impact des lois sur la société, le climat et la biodiversité.»

Si l'association refuse de se voir étiqueter de gauche ou de droite, elle affiche en effet depuis ses débuts son attachement à la durabilité. Une thématique dont la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), directement pointée par le fondateur d'Infomaniak, refuse de lui laisser le monopole. «Notre chambre est très largement pionnière en la matière et c'est un axe stratégique avéré», réagit son directeur Vincent Subilia. L'organisation dispose d'un groupe de réflexion sur le sujet et a par exemple lancé, il y a 10 ans déjà, les Rencontres du management durable. Elle s'était exprimée en faveur de la loi sur le CO2 et prône le oui à sa nouvelle mouture.

Augmentation des membres à la CCIG

Pour prendre position sur ces deux objets, la CCIG a, entre autres, consulté son conseil économique, formé de 25 entrepreneurs parmi lesquels on retrouve d'ailleurs le patron de Loyco, toujours membre de l'association, comme 2500 entreprises genevoises. Selon Vincent Subilia, 250 sociétés ont rejoint l'association l'an dernier.

Celles-ci ne donneront pas leurs voix à l'USAM puisque la CCIG n'en fait pas partie. Elle est membre de l'Union patronale suisse (UPS) et d'Economiesuisse. Cette dernière ne craint-elle pas que la FSE lui fasse de l'ombre? «Sur le fond, nous prônons la libre concurrence. Il serait donc étrange qu'on ne l'accepte pas, répond Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse. Ce n'est pas un problème d'avoir plusieurs associations qui reflètent les positions de l'économie.»

Lire également: [Les Suisses défient davantage les milieux économiques](#)

Le nouveau nom choisit par la FSE ne manque toutefois pas de la surprendre: «Alors que leur stratégie, c'est de se distancier des deux faïtières, c'est un peu curieux d'être passé d'un nom proche de l'USAM à un autre qui ressemble au nôtre.»

Economiesuisse se présente en effet volontiers comme la Fédération des entreprises suisses.

Pour représenter une concurrence crédible sur la scène fédérale, la FSE devra naturellement monter encore davantage en puissance. Si elle a recruté activement en Suisse romande où elle souhaite créer une section dans l'Arc jurassien, sa progression semble s'être ralentie en Suisse alémanique. Son arrivée remarquée confirme en tout cas que les divisions sociétales qui s'observent dans la population font tache d'huile dans l'économie.